



INFORMATEUR CORSE NOUVELLE
SETTIMANALE CORSU

SETTIMANALE CORSU D'INFORMAZIONE SETTIMANALE CORSU D'INFORMAZIONE

INTERVIEWS TERRITORIALES

AGNÈS SIMONPIETRI



**«PASSER À
L'ÉCOLOGIE POLITIQUE»**

ECOLOGIA SULIDARIA

P5 À 7

VINCENT CARLOTTI

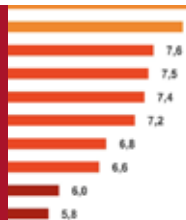


**SEPT QUESTIONS
AUX CANDIDATS**

A MAFFIA NO, A VITA IÈ

P8 À 10

1,60€



**ENVIRONNEMENT
ENVIROSCORE MÉDIOCRE
POUR LA CORSE
P26**

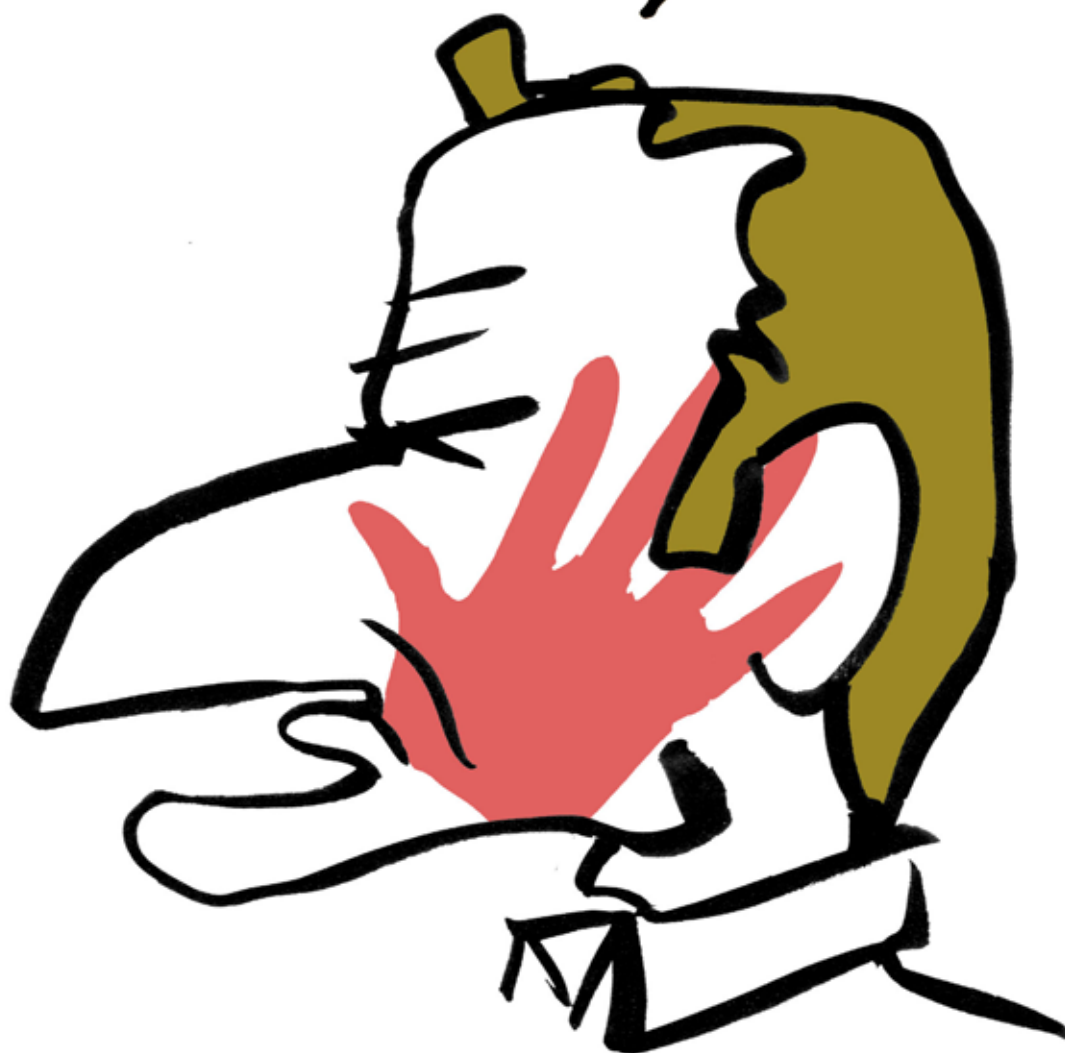
**KAMPÀ P2 • ÉDITO P3 • OPINIONS P4
EN BREF ET EN CHIFFRES P11
AGENDA P31 • SOCIÉTÉ P32
CARNETS DE BORD P34
ANNONCES LÉGALES P13**



S E M P R ' À F I A N C ' À V O I

**8 JUIN 2021: UN ÉPIDÉMIOLOGISTE DE LA STARTUP-NATION
INVENTE UNE NOUVELLE MANIÈRE DE PRENDRE LE POULS.**

ET SANS LES MAINS!



KAMPA

SOMMAIRE À LA UNE

AGNÈS SIMONPIETRI
«PASSER À L'ÉCOLOGIE POLITIQUE»
P5 À 7



OPINIONS

VINCENT CARLOTTI **QUESTIONS AUX CANDIDATS**

EN BREF ET EN CHIFFRES

ENVIRONNEMENT **ENVIROSCORE MÉDIOCRE POUR LA CORSE**

LA SÉLECTION DE LA RÉDACTION

SOCIÉTÉ **LE PODCAST QUI QUESTIONNE LE GENRE**

CARNETS DE BORD

ANNONCES LÉGALES

P4

P8

P11

P26

P31

P32

P34

P13

ICN INFORMATEUR CORSE NOUVELLE™

RÉDACTION

Directeur de la publication – Rédacteur en chef:

Paul Aurelli

(Heures de bureau 04 95 32 89 95 – 06 86 69 70 99)

journal@icn-presse.corsica

Chef d'édition:

Elisabeth Milleliri

informateur.corse@orange.fr

(Heures de bureau 06 44 88 69 40)

1^{er} secrétaire de rédaction:

Eric Patris

eric.patris-sra@icn-presse.corsica

(Heures de bureau 06 44 88 66 33)

BUREAU DE BASTIA

1, Rue Miot (2^e étage), 20200 BASTIA

• Secrétariat Bernadette Benazzi

Tél. 04 95 32 04 40 (Heures de bureau 06 41 06 58 36)

gestion@corsicapress-editions.fr

• Annonces légales Albert Tapiero

Tél. 04 95 32 89 92 (Heures de bureau 06 41 58 40 23)

AL-informateurcorse@orange.fr

CorsicaPress Éditions SAS

Immeuble Marevista, 12, Quai des Martyrs, 20200 Bastia,

Tél. 04 95 32 89 95

Société locataire-gérante des titres et marques

Principaux associés: PA, JNA, NCB, JFA, GA, AG, RL, PML.

Fondateur Louis Rioni

CPPAP 1125 C 88773 • ISSN 2114 009

Membre du SPMR et de

l'Alliance de la Presse d'Information Générale

AZ Diffusion 20600 Bastia • Dépôt légal Bastia

À MODU NOSTRU

Chì emiciculu ?

S'avvicina u 20 di ghjugnu è u prima ghjiru di l'alizzioni tarritorialiali. L'alittori duvarani sceglia trà deci listi, frà i quali quattru chì appartenini à a famiglia naziunalista, ch'elli s'ghini nentru o fora di l'ultima maghjuria. Dopu à cinque anni è mezu à u puteri pà a cualizioni Pè a Corsica, sarà intarissanti di veda s'è l'eletturatu vularà prulungà « l'avintura » cù una mandatura nova, sapendu chì stavolta, i trè cumpunenti maiò di u movimentu naziunali (Corsica Libera, Femu a Corsica è u Partitu di a Nazione Corsa) sò spiccati, cù trè listi sfarenti. Ci hà da vulè à fighjulà da vicinu quali trà Jean-Christophe Angelini, Gilles Simeoni o Jean-Guy Talamoni sarà à u postu u più altu a sera di u 20 di ghjugnu. Unu di i trè omi saria, tandu, quillu chì saria in carica d'aduniscia torna una famighja marturata, tinendu contu di u risultatu ch'ella farà a lista di Core in Fronte, purtata da Paul-Félix Benedetti, chì spera di pudè ghjunga à u sicondu ghjiru è d'integrà l'assemblea futura solu da par ella. L'avversariu u più feroci pà i naziunisti sarà Laurent Marcangeli. U merri d'Aiacciu, cù a so lista « Un soffiu novu », porta una dimarchja di centru diritta, bramosa di « ripiglià l'affari in manu », prupunendu un'alternanza à u prughjettu naziunalistu. Ancu s'è a so arradichera in Corsica Suprana ferma debbuli, s'imponi com'è u challenger principali à u movimentu naziunali. À u centru manca, si ritrova à Jean-Charles Orsucci, sustinutu da u partitu di u Presidenti di a Republica, è chì t'hà u laziu di metta in avanti a dimensioni suciali prima di tuttu. À manca, si ritrova a lista cumunista di Michel Stefani, chì conta di vultà à u Palazzu Lantivy dopu un'assenza di trè anni è mezu, mentri chì l'eculugisti sarani purtati da Agnès Simonpietri, anziana cunsiglieri esecutiva naziunalista in carica di l'ambienti, abbastanza critica contr'à a so anziana casa. Infini, a strema diritta cù François Filoni, chì hà cambiatu torna di bandera trà dui alizzioni, passendu oramai à u Rassemblement National di Marine Le Pen, senza scurdassi di a lista « Forza Nova » è di u so capimachja Jean-Antoine Giacomi. S'è a campagna chì si compii un hè micca stata passionata è passionanti, si spera un scrutinu veramenti degnu, ciò chì à Corsica merita... ■ Santu CASANOVA

Vous aimez écrire et/ou prendre des photos?

Vous avez une bonne connaissance de la vie publique, culturelle, associative et sportive dans votre bassin de vie?

Vous souhaitez mettre en lumière les initiatives qui y voient le jour?

Vous vivez en Centre-Corse, dans le Cap, la région de Vico, celle de Bonifacio ou le Sarténais?

REJOIGNEZ L'ÉQUIPE CLP D'ICN

Écrivez-nous: journal@icn-presse.corsica

SOUS L'ÉGIDE DE SÉCURITAS

EN LIBERTÉ

La mise en pratique de la politique de l'autruche a pour avantage d'éviter d'être en butte à d'épineux problèmes à résoudre. Et pour inconvénient de prêter le flanc à la critique -plaisant euphémisme pour ne pas appeler un chat un chat- ainsi offert à toutes concupiscentes et promis aux derniers outrages.

Avec ou sans protoxyde d'azote, grisés par l'euphorie d'un ersatz de liberté retrouvée, rassérénés par la délicatesse d'un variant indien attaché à ne pas franchir les frontières de l'Hexagone, bercés par le frémissement cataire des autosatisfecits du Castex big band, sereins, nous allions vers les beaux jours. Preuves à l'appui, graphiques et chiffres en mains, le triumvirat Dupond-Moretti-Darmanin en avait fait l'éclatante démonstration : en France, l'insécurité, sans être une vue de l'esprit, n'était en rien comparable à celle qui régnait, au Brésil, au Mexique ou aux USA. Seuls complotistes, journaliste non informés et mal fachos de tous bords pouvaient prétendre le contraire. Plus personne n'en doutait. Jusqu'à l'annonce du vol d'un disque dur appartenant à Mme Schiappa.

On aurait tort de ne voir là qu'un banal fait divers. Il s'agit en fait d'un acte délictueux machiavélique. Car voler un disque dur au sein du ministère de l'Intérieur avait pour but de marquer les esprits. But atteint, soyez-en persuadés. L'affaire relèverait du reste du casus belli s'il s'avérait qu'une puissance étrangère était à la base de pareil acte de piraterie. D'aucuns, gens de peu, s'interrogent sur les documents engrangés dans le disque dérobé. Ils osent parler, les sorniois, d'une *Histoire d'O* sauce République en marche, réécrite avec les conseils éclairés de Griveaux. D'autres évoquent une sextape et il se dit à ce sujet que tous les schtroumpfs réunis à Clairefontaine sont prêts à confirmer l'alibi de Karim Benzema. Hélas, toutes plaisanteries mises à part, les faits sont graves. Ils se sont mystérieusement déroulés dans un ministère où le silence ambiant voudrait que l'on puisse entendre voler un ministre. De plus, sans négliger la présomption d'innocence, il faudra bien évoquer d'éventuelles complicités ou négligences internes. S'installera alors un lourd climat de suspicion et, lamentable habitude, il se trouvera bien un enquêteur pour préconiser de chercher la femme... Pour couronner le tout, il n'est pas dit que l'enquête pourra aboutir. Echec qui serait plus que déplorable dans la mesure où, enhardis par l'impunité et mus par l'émulation, d'autres malfaisants pourraient demain entreprendre le vol de la cuisse de Jupiter. Laissons à la sagacité des lecteurs le soin d'évaluer les dommages collatéraux qui en résulteraient. ■ **Paulu Santu MUSÉ-PUGLIESI**

HUMEUR

LA GIFLE

Détrompons tout de suite les lecteurs qui sautent aux conclusions : il ne s'agit aucunement ici de gloser à propos du soufflet que prodigua un quidam à M. Macron. Non. La gifle, c'est celle que Jacqueline Gourault, ministre, administre à la démocratie, à la dignité de sa charge et à la simple courtoisie, dans son échange avec Ronan Dantec, sénateur écologiste de Loire-Atlantique, lors de l'examen de la loi 4D [Déconcentration, décentralisation, différenciation, décomplexification]. Pour répondre à une question fermée et très simple du sénateur, M^{me} Gourault s'est livrée à un numéro de virtuose de l'insulte, passant en revue toutes les manières, verbales ou non, de se moquer d'un interlocuteur sans lui répondre autrement qu'à côté. De la pique mentionnant «*ton copain breton*», à la réponse en contradiction flagrante avec ses déclarations précédentes, en passant par l'évocation du manque de moyens de l'État, ce fut un festival d'arguties, d'incohérence qu'on espère volontaire, de langue de bois et de mépris faussement bon enfant. Le tout en classant ses papiers, en négligeant de regarder son interlocuteur, en répondant à d'autres que lui. Le fait qu'elle ait paru dépassée par le niveau pourtant simple de la demande, et qu'elle ait de toute évidence choisi de ne pas écouter son interlocuteur n'arrange évidemment rien. Le clou du spectacle ? Sa manière de clore le non-débat d'un piteux «*Je vais être obligée d'y aller*». Que retenir de tout cela ? Une bien calamiteuse façon de fuir en désordre, qui n'ajoute rien à la gloire personnelle de M^{me} Gourault ; la manière de régir les rapports ministres-élus dont les présidents corses eurent la primeur... mais surtout une baffe magistrale à la démocratie, une de celles que tout citoyen prend vraiment dans le museau. ■ **Eric PATRIS**

AGNÈS SIMONPIETRI



Photo Christophe Giudicelli

«PASSER À L'ÉCOLOGIE POLITIQUE»

Agnès Simonpietri, ancienne présidente de l'Office de l'environnement entre 2015 et 2017, est la tête de liste Ecologia Sulidaria pour les élections territoriales de juin 2021.

Une démarche qui rassemble

Europe Écologie les Verts, Génération Écologie, Génération.S et Nouvelle Donne.

Deux mots d'ordre pour la candidate: environnement et politique sociale.

Deux thèmes centraux dans cette campagne.

Une interview de Christophe Giudicelli.



Photo Christophe Giudicelli

Quel est le sens de votre candidature pour ces territoriales 2021?

Notre démarche est partie d'un constat que tout le monde peut faire. C'est celui de la crise climatique, la crise sanitaire, économique et sociale. Mais en Corse, nous avons un effet amplificateur. Nous avons plus de biodiversité, qui est plus fragile et qui résiste moins bien à tous les phénomènes climatiques. Nous avons plus de pauvreté et plus d'extrême richesse, donc une accélération de la pauvreté. Nous sommes dans un modèle qui nous conduit à des systèmes de monopole, à une dépendance extrême vis-à-vis du continent avec une grande fragilité. Nous avons des réponses et on veut faire partager ces réponses pour une société qui soit beaucoup plus dans le partage et dans le bien-être. Notre objectif, c'est un bien-être qui soit partagé entre notre planète et nous-mêmes.

Est-ce qu'aujourd'hui une candidature écologiste est encore pertinente? La bataille des idées n'a-t-elle pas été gagnée?

Non, pas du tout. L'écologie telle qu'on la conçoit est totalement incompatible avec un certain nombre de démarches et de choses que l'on voit autour de nous. Quand on voit la spéculation immobilière, quand on voit la frénésie de l'artificialisation des sols, du bétonnage... C'est un modèle qui pour nous n'a aucun sens parce qu'il mène droit dans le mur. Il y a des effets pervers terribles, on n'arrive plus à se loger, que ce soit en location ou en propriété. Écologiquement, c'est un non-sens. Le tourisme tel qu'on le pratique, selon nous, devient insoutenable. Il faut absolument qu'on arrive à définir la capacité de charge de la Corse, c'est-à-dire combien on veut de touristes. On sait qu'on ne veut pas aller plus loin que le nombre de visiteurs que nous avons maintenant, si nous voulons les accueillir décemment. Après, ça entraîne des choix. Nous, par exemple, si nous ne voulons pas du port de la Carbonite, c'est qu'on ne veut pas d'un modèle dans lequel on fait venir toujours plus de monde, toujours plus de marchandises. Nous pensons que notre île a besoin d'être préservée. Il y a un besoin de répartition dans l'espace et dans la durée qui soit plus équilibré et qui n'impacte pas les milieux.

Comment trouver cet équilibre?

Bien entendu, il ne s'agit pas de dire «on va mettre les choses sous cloche», sauf s'il y a une urgence de préservation. Il faut qu'on trouve à la fois une activité pour que les gens puissent vivre, et

un respect du milieu où l'on vit. Une fois qu'on a fixé cette limite à la croissance indéfinie, il faut qu'on réorganise à l'intérieur de la Corse, comment on va créer de l'activité. Nous, par exemple, on pense qu'on ne peut pas vivre en étant dépendant à 95 % du continent pour notre alimentation, c'est extrêmement fragile et dangereux. S'il y a la moindre crise, on n'a tout simplement plus à manger. Il faut avoir une politique agricole qui soit une politique d'incitation très forte à l'installation, mais pas pour des productions, par exemple, comme la viticulture. C'est extrêmement intéressant, on fait du très bon vin, on l'exporte, mais nous avons besoin de manger, on a besoin de légumes, on a besoin de fruits. Une de nos propositions fortes, c'est de revisiter A Terra di u Cumunu. C'est-à-dire que la collectivité achète des terres agricoles et qu'elle y installe des maraîchers, des arboriculteurs, et qu'elle leur loue le foncier de façon qu'il n'y ait plus ces problèmes de l'indivision et d'investissement très lourd pour les agriculteurs qui s'installent.

Question plus politique, quel bilan faites-vous de la mandature qui vient de s'achever?

Compte tenu des grandes difficultés auxquelles a été confrontée cette mandature, tant du fait de la fusion des collectivités que de la crise, nous avons un regard qui peut être compréhensif. Mais nous avons aussi un regard vraiment critique sur des dossiers qui n'ont pas été traités, notamment en matière environnementale. Là, nous pensons qu'il y a une situation d'échec qui n'est plus possible. On ne peut pas continuer sur la même voie. Nous l'avons vu pour la réserve de Scandola mais aussi sur les déchets. Malgré un plan qui était extrêmement clair, la situation est partie à vau-l'eau. Soit par une mauvaise volonté de certaines intercommunalités ou par des jeux politiques, mais aussi par un manque de courage politique de la part de la majorité.

La gestion des déchets, c'est justement un thème important de la campagne. Vous avez été présidente de l'Office de l'Environnement de 2015 à 2017 qu'est-ce qui ne fonctionne pas avec les déchets en Corse?

Je ne vais pas vous l'apprendre, il y a des intérêts financiers extrêmement importants. Il y a une absence de choix, c'est-à-dire que quand on a fait un choix en 2016, il aurait fallu l'appliquer. Il y a une difficulté de répartition des compétences. La collectivité fait

« Nous, par exemple, on pense qu'on ne peut pas vivre en étant dépendants à 95 % du continent pour notre alimentation, c'est extrêmement fragile et dangereux. S'il y a la moindre crise, on n'a tout simplement plus à manger. »

« Il faudrait pouvoir mettre en place le système de tri au porte-à-porte avec incitations financières, qui sont les seules solutions qui marchent pour arriver à des taux de tri de 70 à 80 %. C'est la seule manière d'y arriver. »

« On a vu avec la crise de la Covid-19 que l'échelon pertinent, c'étaient les régions, c'étaient les territoires, parce que les responsables connaissent la situation. Ils sont mieux à même d'y répondre. Donc oui, il faut aller vers plus d'autonomie. »

la planification mais derrière, si les intercommunalités, le Syvadec et leurs délégués ne veulent pas mettre en œuvre, il faudrait peut-être avoir un peu plus d'exigence vis-à-vis d'eux parce que c'est quand même la Collectivité de Corse qui doit piloter. Et puis, il y a les contradictions. Par exemple, l'Office de l'Environnement de la Corse a continué à financer des systèmes qui n'étaient pas inscrits dans son propre plan, donc il y a des contradictions qui sont pour le moins étranges. Du coup, la situation s'est tellement dégradée qu'apparaissent aujourd'hui les solutions en quelque sorte miracles, mais qui sont des leurres, parce que ça ne marche pas bien et parce que de toute façon, au bout du compte, ça va faire des déchets, dont certains toxiques, si on les brûle. Des solutions qui ne sont pas acceptables. Il y a des modèles en Sardaigne, en Italie, en France et dans bien d'autres pays. Il faudrait pouvoir mettre en place le système de tri au porte-à-porte avec incitations financières, qui sont les seules solutions qui marchent pour arriver à des taux de tri de 70 à 80 %. C'est la seule manière d'y arriver. On ira prendre les compétences là où elles sont.

Quel est votre plan en ce qui concerne les déchets ?

On propose de dupliquer les modèles qui marchent ailleurs, dans des configurations qui sont proches des nôtres. La Sardaigne, elle, a des villes anciennes, des lotissements, du rural. Une ville comme Lucca [Italie] c'est pareil. Si ça marche chez eux, il n'y a aucune raison pour que ça ne marche pas chez nous, donc allons prendre les compétences là où elles sont et mettons à disposition des intercommunalités une aide massive en organisation et un soutien à l'organisation pour qu'on arrive à un tri des déchets en porte-à-porte, avec une incitation financière, sachant que ce tri des bio-déchets à la source, c'est une obligation légale. Notre proposition, c'est d'aller au maximum sur le tri et pour les déchets résiduels qui resteraient, c'est-à-dire à peu près 30 %, les répartir sur les territoires, par l'ouverture d'un, deux, ou trois centres de stockage supplémentaires, mais si on a bien travaillé en amont, on a absolument plus les mêmes nuisances que l'on connaît aujourd'hui et qui sont désastreuses.

Autre thématique en Corse, la crise de la Covid-19 a montré les faiblesses du système de santé. Vous avez également de nombreuses propositions dans ce domaine.

Il faudrait déjà qu'on soit entendus, c'est un peu le problème de l'autonomie. Il y a des secteurs où nous avons absolument besoin de pouvoir maîtriser plus ce que nous voulons pour notre île. Dans la santé, on a très bien vu que pour ce qui est du dépistage et de la vaccination, nos personnels de santé se sont débrouillés et ils ont

fait. On est tout à fait capables d'avoir plus d'autonomie dans ce champ-là, mais sur les hôpitaux, on ne peut pas continuer avec un déficit pareil. Cela relève d'une négociation avec l'État et nécessite de taper du poing sur la table parce que ça fait combien d'années que ça dure ? En plus, c'est un problème évidemment national, d'épuisement des personnels, de diminution du nombre de lits. Nous avons à peu près dix lits de réanimation pour 100 000 habitants, alors que la moyenne nationale est de 30. Donc ça, ce n'est pas possible, et là il faut vraiment remettre à zéro le système de santé. Il faut également que la santé soit accessible à tous, avec des maisons de santé collectives aussi bien dans le rural que dans les villes.

Faut-il faire évoluer les institutions pour plus d'autonomie ?

Oui, bien sûr, par exemple sur le problème de fréquentation avec le tourisme, si on veut mettre en place des quotas pour des périodes très courtes où il y a vraiment une sur-fréquentation sur certains sites et que ça abîme réellement, on n'a pas, actuellement, les moyens de le faire. Mais aussi sur la compétence de santé animale et végétale : on l'a vu pour le cynips qui a quand même ravagé 60 000 hectares de châtaignier, on l'a vu pour la Xylella, ou la fièvre catarrhale, nous n'avons pas les moyens de nous protéger alors qu'on savait ce qu'il fallait faire. Il faut qu'on ait ces compétences-là. On a vu avec la crise de la Covid-19 que l'échelon pertinent, c'étaient les régions, c'étaient les territoires, parce que les responsables connaissent la situation. Ils sont mieux à même d'y répondre. Donc oui, il faut aller vers plus d'autonomie.

Sur le continent de nombreux candidats demandent également plus d'autonomie pour les régions.

C'est un mouvement. Nous, nous avons un peu plus de compétences que les autres régions, mais c'est un mouvement global. On a vu que le modèle jacobin ne marche pas bien, il marche quand même un peu puisqu'il y a eu des financements importants... mais qui viennent surtout de l'Europe. Mais le bon échelon, pour faire face aux crises climatiques etc, c'est l'échelon territorial ; ce qui n'empêche pas également de penser global, mais c'est là qu'on a les moyens et la capacité d'agir. Donc, c'est cet échelon-là qu'il faut renforcer, c'est le sens de l'autonomie comme elle existe dans les autres îles de la Méditerranée depuis bien longtemps.

Quel est votre objectif dans cette campagne ?

Notre objectif, c'est d'avoir des élus. Mais quoi qu'il arrive, de toute façon, notre démarche continuera. Parce qu'on sent un mouvement très fort en faveur de ce changement de modèle. Mais maintenant, il faut que l'on passe vraiment à l'écologie politique. ■

VINCENT CARLOTTI

A MAFFIA NÒ, A VITA IÈ INTERROGE LES CANDIDATS



Photo Claire Giudici

Même si, en ces temps de Covid, la campagne pour les élections territoriales est plus discrète qu'elle ne l'est en général en Corse, les dates du 20 et 27 juin approchent à grand pas.

Le 28 mai, le collectif A Maffia Nò, A vita Iè a posé 7 questions aux candidats concernant la dérive mafieuse de la société insulaire. Un premier compte rendu devait en être fait le 7 juin, il sera en ligne sur le site du collectif, maffiano.com. Entretien Vincent Carloti, co-fondateur du collectif, qui fut longtemps responsable de la section Corse du mouvement Anticor et publie régulièrement ses analyses sur son blog, *Ma part de vérité*.

Propos recueillis par Claire GIUDICI

Avez-vous obtenu des réponses ?

Sur les dix listes en lice, sept nous ont répondu*, et souvent, il s'agit de réponses longues, ce qui montre le soin qu'on a mis à les écrire. Pour notre collectif, c'est un vrai sujet de satisfaction et une grande victoire sur le déni qui dominait jusque-là dans la classe politique corse dès lors qu'on évoquait l'emprise mafieuse qui menace notre société.

Avez-vous trouvé, dans ces réponses, des solutions ou des résolutions pertinentes ?

Il ne nous appartient pas de nous prononcer sur le contenu de la réponse apportée aux questions que nous avons posées. Elles seront en ligne sur notre site, maffiano.com, et nous les livrons à l'appréciation des électrices et des électeurs pour lesquels la lutte contre la mafia est importante. C'est à eux de juger de la pertinence des réponses. La situation sanitaire ne

permettant pas encore de se retrouver, nous leur proposerons d'en débattre avec nous publiquement le 14 juin dans une session virtuelle Zoom et sur Facebook.

Les développements de ces mafias ne supposent-elles pas une forme de « complicité » des élus, et même des électeurs ?

Je parlerais plutôt de complaisance, ce qui peut être estimé par chacun d'entre nous à la lumière des événements liés au contexte mafieux. S'il s'agit de complicité, c'est à la justice de jouer son rôle et de l'établir, pas à la rumeur publique.

En plus des activités « habituelles » du banditisme (trafic de drogue, racket...), jusqu'où vont se nicher les tentacules de notre mafia ?

Quand on constate que le marché du transport et du traitement des déchets est captif et constitue une véritable rente de situation pour une petite poignée d'entreprises,

*La liste de M. Giacomi a répondu après l'interview. À l'heure où nous mettons sous presse, les deux candidats à n'avoir pas répondu au questionnaire étaient MM. Filoni et Marcangeli.

LES 7 QUESTIONS POSÉES PAR COLLECTIF A MAFFIA NÒ, A VITA IÈ

- Êtes-vous prêts à reconnaître la situation mafieuse qui sévit dans l'île et à lutter sans faiblesse pour en réduire l'influence ?
- Êtes-vous prêts à veiller à l'application de la loi nouvellement votée concernant la réutilisation sociale des biens confisqués ?
- Êtes-vous prêts à encourager l'amélioration de la loi Perben qui vise la protection des repentis en France ? Elle présente, de l'avis même du président de la commission nationale de protection et de réinsertion, des lacunes incompréhensibles et doit progresser afin d'être efficace et opérationnelle.
- Êtes-vous prêts à veiller à ce que le périmètre du conglomerat qui contrôle aujourd'hui l'essentiel des leviers économiques de la Corse reste contraint, et que son activité, dès lors qu'il s'agit d'argent public, soit régulièrement auditée ?
- Êtes-vous prêts à vous engager pour que les pouvoirs publics bloquent sans délai le projet de centre de stockage de déchets de Giuncaghju ? Son activité consacrée aux déchets amiantifères en bord du Tavignanu constitue à la fois un danger pour la santé publique et un exutoire pour les appétits mafieux qui gravitent dans le secteur du BTP.
- Êtes-vous prêts, lorsque vous serez amenés à constater de graves irrégularités dans la gestion des offices et agences dont la CDC est directement responsable, ou des établissements publics auxquels elle accorde un large soutien financier, comme le PNRC ou les SDISS, à saisir la justice pénale.
- Êtes-vous prêts à doter la CDC des outils numériques facilitant la contribution et le contrôle citoyens, gages d'une démocratie moderne qui pourrait être ainsi renforcée par l'implication de la jeunesse ?

« Ce qui est plus préoccupant, c'est l'attitude globale de l'État en Corse qui, jusque récemment encore, donnait l'impression d'être indifférent à la progression des groupes mafieux. »

toujours les mêmes, et que dès qu'un nouvel entrant se présente sur ce marché, ses camions brûlent, comment ne pas évoquer un contexte mafieux ? On pourrait étendre le raisonnement à la plupart des secteurs que l'on cite généralement dans la presse : outre la gestion et le traitement des déchets puis le transport, le problème se pose dans l'agriculture notamment avec une forme d'élevage soutenue par des primes, le BTP, le développement d'une économie reposant sur du para-tourisme, etc.

S'agit-il selon vous d'une mafia locale ou est-elle liée à d'autres ?

C'est un système ancré essentiellement dans l'île. Nous sommes loin de la piovra sicilienne ou la mafia américaine. Cela ne veut pas dire qu'il n'existe aucune lien avec le grand banditisme national, voire international, surtout quand cela concerne le recyclage de l'argent sale où les réseaux sont les mêmes.

Et le rôle de l'Etat dans tout ça : n'a-t-il pas pour mission de garantir la sécurité de chacun ? Ne se désengage-t-il pas de ses missions fondamentales ? La presse s'est fait l'écho de collusions entre mafias et employés de services publics.

Qu'il se soit trouvé des fonctionnaires régaliens qui ont, à un moment donné, livré aux clans mafieux des informations précieuses, la presse s'en est fait l'écho à plusieurs reprises, et des mises en examen ont eu lieu. Ce qui est plus préoccupant, c'est l'attitude globale de l'État en Corse qui, jusque récemment encore, donnait l'impression d'être indifférent à la progression des groupes mafieux. Il semble que depuis quelque temps il se serait décidé à réagir, comme le démontrent les opérations conduites avec fermeté et détermination contre le gang mafieux du Petit Bar à Ajaccio. Il n'est pas impossible que la réunion qui a eu lieu, à la demande de l'Élysée, entre une délégation de notre collectif Maffia Nò et le chef de cabinet du Président de la République lors de son dernier passage



Photo Claire Giudici

«Imaginez-vous une seule ville continentale de l'importance d'Ajaccio, capitale régionale, dans laquelle, après les révélations et les mises en examens de l'ampleur de celles qu'on a eues concernant le complexe mafieux du Petit Bar, il n'y aurait pas eu la moindre réaction du conseil municipal?»

à Ajaccio y ait été pour quelque chose. Ce qui est préoccupant aussi, c'est le silence assourdissant de certains de nos élus. Imaginez-vous une seule ville continentale de l'importance d'Ajaccio, capitale régionale, dans laquelle, après les révélations et les mises en examens de l'ampleur de celles qu'on a eues concernant le complexe mafieux du Petit Bar, il n'y aurait pas eu la moindre réaction du conseil municipal ?

Dans son livre, *Le crépuscule des Corses*, paru en 1997, Nicolas Giudici les dénonçait déjà. À l'époque, son analyse avait été critiquée.

Le fait qu'aujourd'hui on accepte de parler de mafia est-il un progrès ?

Nicolas Giudici, lâchement assassiné, avait vu juste très tôt. À l'époque, parler de mafia passait pour une hérésie, et on peut se féliciter que l'on commence, comme je le disais plus haut, à sortir du déni. Le chef présumé du gang du Petit Bar aurait déclaré, selon l'une des écoutes téléphoniques publiées par le quotidien *Le Monde*, que c'est l'apparition en Corse des collectifs anti-mafia qui lui valait d'être pour la première fois sérieusement inquiété par la justice : c'est un peu comme l'hommage du vice à la vertu, qui constitue, à son corps défendant, la reconnaissance d'un vrai progrès. Ce que Nicolas Giudici aurait sûrement apprécié.

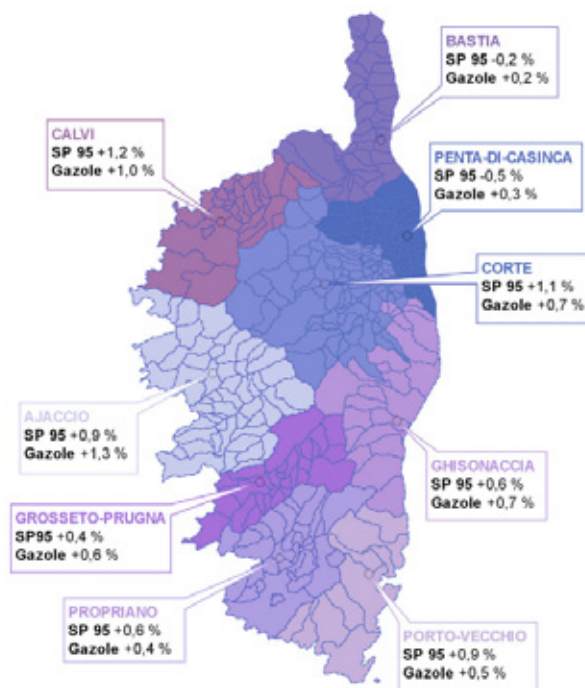
Selon lui, c'était au pluriel qu'il fallait employer le terme. Les mafias se multiplieraient ou s'associeraient au gré des ententes entre ligues, gangs, réseaux, bandes, milices, clans, familles ou partis. Le tout reposant sur une absence de développement économique. Sur ce plan, la Corse n'a encore fait aucun progrès. Quelle incidence a aujourd'hui l'absence de développement économique dans la «mafiosisation» de la société insulaire ?

Il avait encore une fois vu juste. Il n'y a pas, en Corse, de «capo mafioso» de roman, mais il n'y a pas, en contrepartie, une seule de nos micro-régions où n'opère une bande mafieuse, veillant attentivement aux profits que son territoire peut lui rapporter, par la contrainte, la menace et la coercition. Et veillant surtout à ce que personne ne vienne perturber son business. C'est un phénomène inquiétant, parce qu'il est sournois et réparti sur l'ensemble du territoire. Il opère partout comme un poisson dans l'eau, compte tenu des liens de proximité que nous entretenons en Corse. Il reste donc difficile à identifier et à réduire. Mais une chose est sûre : il n'y aura aucun développement possible, juste et harmonieux, dans un contexte pareil. C'est pourquoi nous ne comprenons pas que nos élus, qui ont ce développement en charge, n'aient pas pris en compte le fait mafieux, et entrepris de le combattre et le réduire. ■

PRIX DES CARBURANTS

Toujours (un peu) plus haut...

En mai 2021, comme lors du mois précédent, les prix des carburants en Corse ont [encore!] augmenté. Ainsi, entre avril et mai 2021, le prix moyen du SP 95 augmentait toujours mais continuait de ralentir [0,5 % après +1,1 % en avril et +3,2 % en mars 2021]. Il accusait une augmentation de 0,8 centime d'euro et s'élevait à 1,634 €/l. Dans le même temps, le prix moyen du gazole qui tendait à se stabiliser est reparti à la hausse [0,7 % contre +0,1 % en avril]. Il s'élevait à 1,516 €/l. À l'échelle des départements, la Corse-du-Sud affichait sur le SP 95 une progression plus marquée [0,7 % contre +0,2 % en Haute-Corse] avec un prix moyen supérieur qui de 1,647 €/l [1,623 €/l en Haute-Corse], mais aussi sur le gazole [0,8 % contre +0,5 % en Haute-Corse], avec, respectivement, des prix moyens à 1,522 €/l et à 1,510 €/l. Sur un an, le niveau des prix accusait une hausse significative [18,6 % pour le SP 95 et +14,8 % pour le gazole par rapport à mai 2020]. Il est vrai qu'au printemps 2020, en période de confinement strict, les prix avaient sensiblement chuté. Avec la reprise et la réouverture de toutes les économies, ils n'ont cessé d'augmenter depuis les mois d'octobre et novembre 2020. Les nouvelles restrictions, moins drastiques, des deuxième et troisième confinements n'ayant pas eu les mêmes conséquences sur la demande, les prix ont retrouvé un niveau élevé, comparable à celui de fin 2019. Aussi, sur un plein de 50 litres, un automobiliste en Corse a payé en moyenne 12,83 euros de plus qu'en mai 2020 pour du SP 95 et 9,75 euros pour du gazole. L'écart entre les prix moyens continental et insulaire était relativement stable [0,3 %] pour le SP 95 et affichait une baisse de 4,4 % pour le gazole. ■ AN



Source : <http://www.prix-carburants.gouv.fr/> Traitement CorsiStat

ÉPARGNE

2020 a modifié les comportements en Corse et en Paca

Début juin, Altaprofits, société de conseil en gestion de patrimoine en ligne, et l'Ifop ont dévoilé les résultats de la 3^e édition du baromètre de l'épargne réalisé en avril 2021. Après une année 2020 « hors norme », l'étude décrypte le comportement d'épargne des Français et leurs intentions en termes de dépenses ou d'épargne. En ce qui concerne les régions Paca et Corse, ce baromètre Ifop pour Altaprofits 2021 indique que 26 % des sondés ont davantage épargné que l'année précédente, 46 % autant, 28 % moins [contre, respectivement, 25 %, 44 % et 31 % au plan national]. Interrogés sur l'utilisation qu'ils pourraient faire de l'épargne accumulée pendant l'année de crise sanitaire, 25 % déclarent vouloir dépenser pour se faire plaisir [cadeau, voyage, voiture...]; un résultat identique à celui obtenu au niveau national. Cela dit, 43 % indiquent préférer investir. Ils sont presque autant à souhaiter développer leur épargne financière plutôt que d'investir dans l'immobilier [le différentiel positif en faveur de l'épargne financière est de +1 point]: 22 % ont le projet de placer les sommes récemment mises de côté, en investissant dans des produits d'épargne réglementés [10 %], en assurance vie [6 %], en bourse [4 %] ou encore en souscrivant un Plan épargne retraite [2 %]. À noter que plus de 7 épargnants sur 10 de ces deux régions privilégient un placement sans risque même si son rendement est faible. Toutefois, ils prennent légèrement plus de risques que les épargnants au plan national puisque 3 % d'entre eux vont vers des produits risqués avec une espérance de rendement important. Ils sont 21 % à choisir d'investir dans l'immobilier, locatif [8 %] ou via l'achat d'une résidence principale ou secondaire [13 %]. Au plan national, 26 % des sondés veulent développer leur épargne financière et 13 % veulent investir dans l'immobilier. 85 % des sondés en Paca et Corse possèdent au moins un produit d'épargne [livret, Plan épargne logement, assurance-vie] dans un établissement bancaire ou financier; ce qui est quasiment identique au plan national [84 %]. En revanche, la proportion de ceux déclarant en posséder plusieurs est de 64 % [+8 points par rapport au national]. Avec la crise sanitaire, les préoccupations à court terme en Paca et Corse ont pris le pas sur les projections à long terme et cela a influé sur leurs comportements d'épargne: 47 % privilégient l'épargne de précaution [49 % au plan national] et 22 % celle de leurs projets à long terme [contre 19 % au plan national]. ■ AN

51 %

Les chiffres de la semaine

des Français seraient favorables à la dépénalisation du cannabis, selon les résultats d'une enquête menée par l'Ifop pour le site CBD-Grams.com, soit un taux d'adhésion en hausse de 8 points par rapport à la dernière mesure de l'Ifop [43 % en 2017]. Pour 47 % des sondés, le contrôle par l'État de la production et de la consommation de cannabis serait plus efficace pour lutter contre les trafics que les politiques répressives à l'œuvre depuis 50 ans.

17 %

Les chiffres de la semaine

des Français se disent engagés dans un projet immobilier, selon les résultats du 7^e sondage réalisé par BVA, en mai dernier, pour Drimki, spécialiste de l'estimation immobilière. Si acquérir son premier logement reste la principale motivation des sondés [35 %], ce pourcentage accuse une baisse de 5 points depuis février 2021. A contrario, le désir de résidences secondaires passe de 13 % en février à 14 % en mai.

57 %

Les chiffres de la semaine

des dirigeants de TPE-PME de Paca et de Corse jugent que la digitalisation est un symbole fort de dynamisme, selon un sondage OpinionWay pour Qonto, banque à destination des PME et des indépendants. Leurs préoccupations convergent à 72 % vers l'augmentation de leur chiffre d'affaires et 44 %, contre 43 % au plan national, estiment que l'accélération de leur transformation digitale est un enjeu important.

Bulletin d'abonnement

À remplir et à retourner sous enveloppe affranchie à :
ICN CorsicaPress éditions • Immeuble Marevista • 12, Quai des Martyrs • 20200 Bastia

JE M'ABONNE

- ☐ Pour un an à la version papier pour **60€** ☐ Pour un an à la version web pour **30€**
☐ Pour un an à la version papier plus version web pour **65€**

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ VILLE : _____

Pour recevoir la confirmation de mon abonnement et les informations liées à mon compte client, j'indique mon adresse e-mail (en capitales) :

EMAIL : _____ @ _____

☐ Je désire recevoir gratuitement la newsletter d'ICN

J'accepte de recevoir les informations d'ICN ☐ Oui ☐ Non
et de ses partenaires ☐ Oui ☐ Non

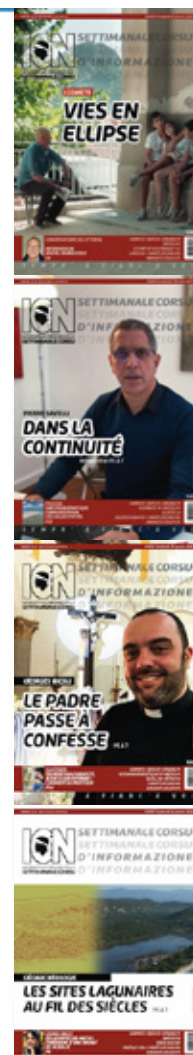
Ci-joint mon règlement par :

☐ Chèque à l'ordre d'ICN ☐ Carte bancaire

N° :

Expire fin : _____ Clé : _____ Les 3 derniers chiffres au dos de votre carte bancaire

Date et signature obligatoires



SHOWROOM SPA

SHOWROOM DE TRAVO

12 Z.I. de Travo
Face à la B.A. 126
20240 Ventiseri
06 73 54 19 19



WWW.CORSESPA.COM

Direct'
SPA

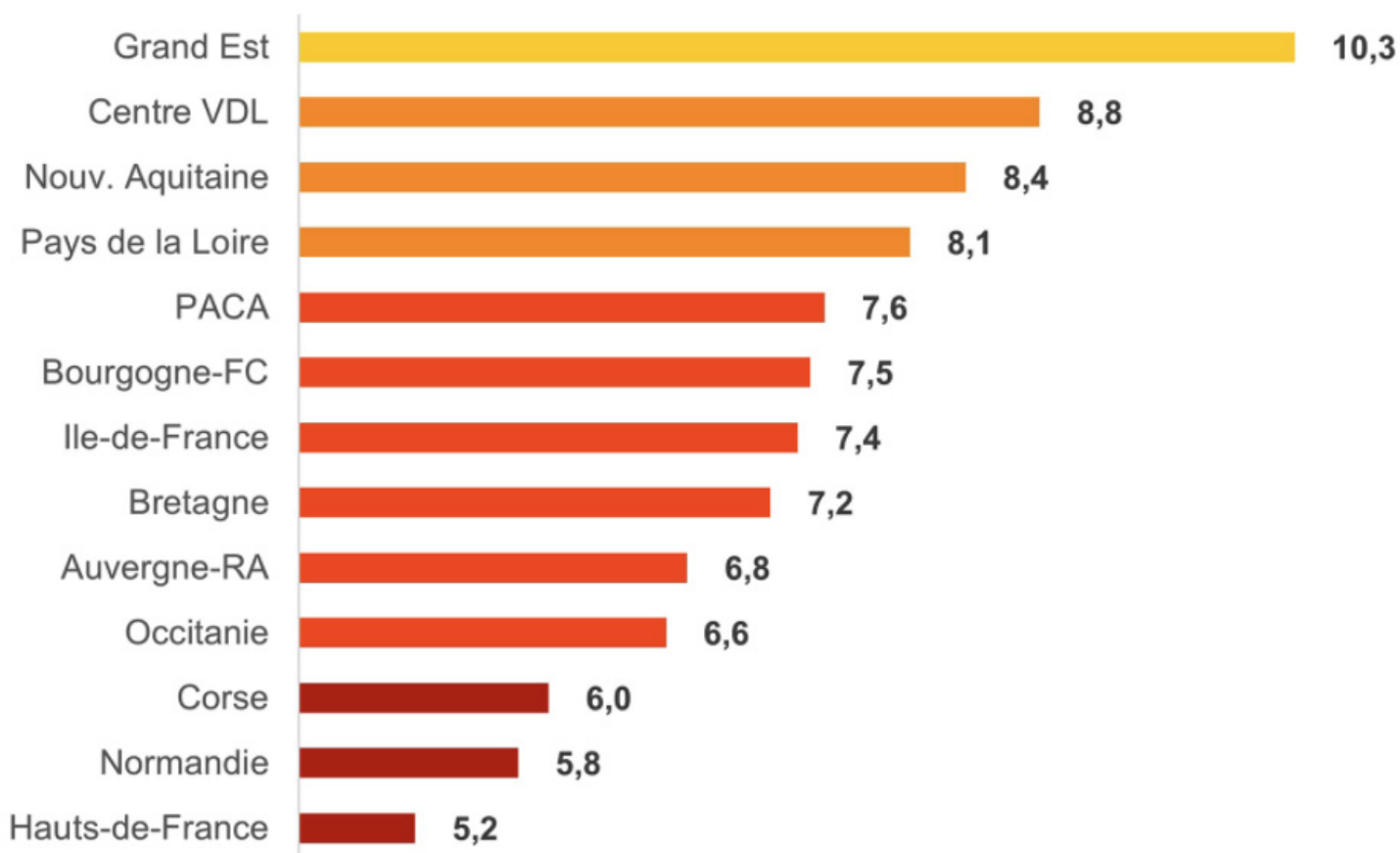
Villeroy & Boch
1748

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

ENVIROSCORE MÉDIOCRE POUR LA CORSE

EnviroScore - Palmarès des Régions

Scores sur 20



Source EnviroScore

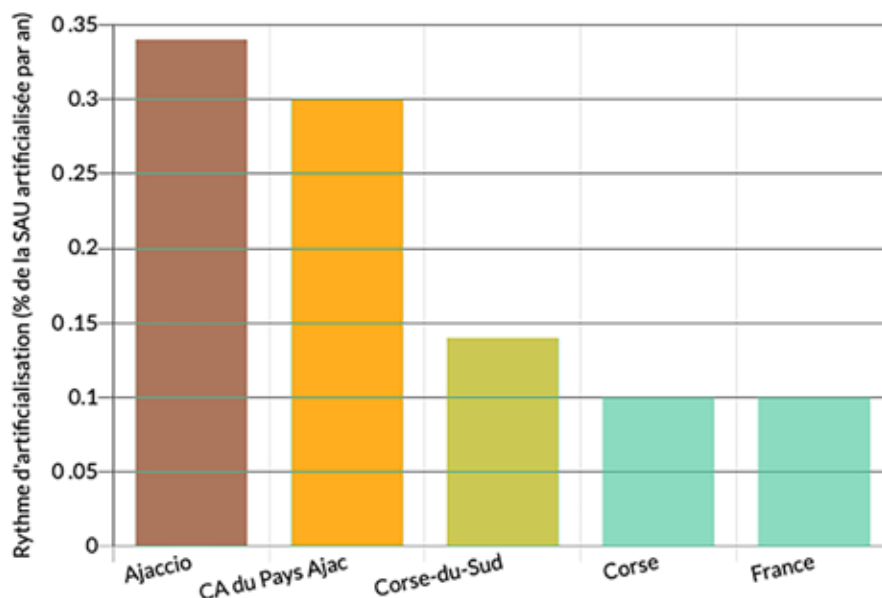
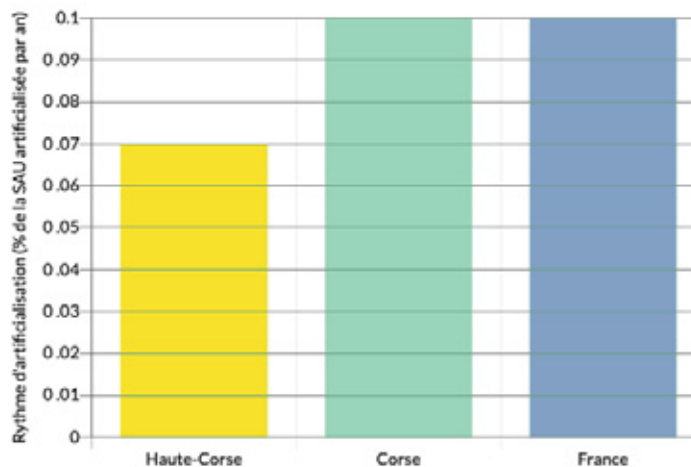
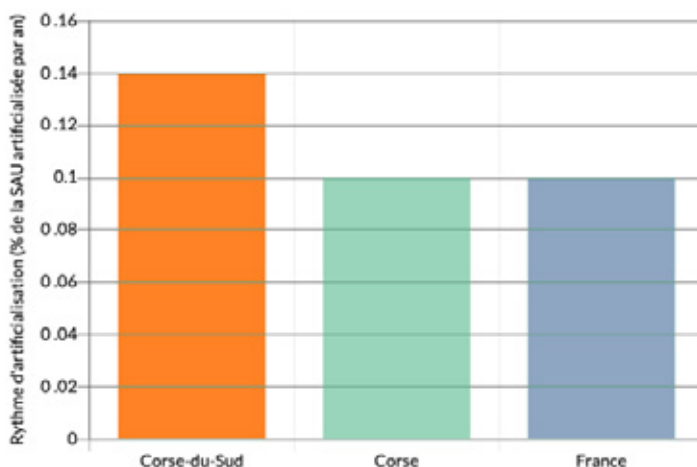
Mandats régionaux 2016 - 2021

Le 1^{er} juin dernier, l'Observatoire de la transition écologique des territoires, association qui revendique de n'être liée à aucun mouvement politique ni philosophique, a publié les résultats de son premier EnviroScore.

Un baromètre destiné à rendre compte des progrès réels réalisés (ou de leur absence) dans les régions de France métropolitaine.

Si, s'agissant de la Corse, pour certains des critères examinés, quelques réalités liées à ses spécificités (l'insularité et ses contraintes, le relief, la démographie, la dualité mer-montagne) auraient mérité d'être prises en compte pour affiner certains jugements (mais on commence à avoir l'habitude) il n'en montre pas moins qu'il reste bien du chemin à parcourir. Par PMP

RYTHMES D'ARTIFICIALISATION DES SOLS



Source graphiques CRATER

« **C**orse, capital environnement ». Le slogan, accompagné d'images à couper le souffle, où pas une grue de chantier ni un panneau de promotion immobilière n'était en vue, avait été lancé voilà quelques lustres. Il n'a pas seulement vieilli, au point de tomber dans l'oubli, comme tant d'autres slogans. Il a pris du plomb dans l'aile. Et la publication, le 1^{er} juin, du premier baromètre EnviroScore établi par l'Observatoire de la transition écologique des territoires, est venue confirmer que la Corse est actuellement plus douée pour le sabordage que pour la mise en valeur des atouts dont elle dispose encore. Pour chacune des treize régions métropolitaines, le baromètre a passé en revue sept thèmes : biodiversité, santé environnementale, agriculture, énergie, bâtiment, transports et achats publics. Après quoi, l'observatoire a établi un palmarès des régions, dans lequel l'île de beauté (puisqu'il s'en trouve encore pour l'appeler ainsi) occupe la onzième position, avec le score peu glorieux de 6/20. Tous les espoirs lui semblaient pourtant permis. Du moins, s'il avait fallu se cantonner aux seuls indicateurs relatifs à la biodiversité, qui, pour cet item, lui conféraient la deuxième place du classement derrière l'Occitanie. Elle arrivait même « très largement première » en ce qui concerne la qualité de l'eau de surface (lacs, rivières), avec le score de 20/20, et un écart de 7 point devant Paca, deuxième du classement. Selon

l'observatoire, le taux de présence de nitrates y a baissé de 4 % alors que la teneur moyenne était déjà faible. Le taux de prélèvements supérieurs à 40 mg/l reste à zéro : aucun prélèvement ne repère une teneur supérieure à ce seuil. La Corse obtient également un excellent score sur la production biologique qui y est passée de 6,7 % de surface agricole utile (SAU) à 14,8 % en 3 ans, soit une croissance annuelle de 2,7 points. Une hausse qualifiée de « spectaculaire » qui lui vaut de se situer actuellement parmi les trois régions qui consacrent le plus d'espace agricole à la production biologique et de décrocher la deuxième place, avec un score de 17/20, juste derrière Paca. L'artificialisation des sols a connu en Corse, entre 2016 et 2018, une croissance annuelle de 223 ha/km² de surfaces naturelles ou agricoles détruites, ce qui est loin d'être négligeable au regard de sa superficie totale, de sa démographie et du nombre de zones classées ou protégées (parc naturel, conservatoire du littoral, etc) ou encore peu propices à des projets de construction (zones à fort relief montagneux). En valeur absolue, c'est certes modeste par rapport aux 479 ha/km² annuels qu'affiche la région Paca, dont la superficie est cela dit 3,6 fois plus importante et dont la démographie est près de 15 fois supérieure. Toutefois, l'indicateur retenu par l'observatoire étant cette valeur absolue, non pondérée par la superficie, la démographie, la densité ou les caractéristiques physiques des régions

DIAGNOSTIC ALIMENTAIRE



considérées, la Corse se retrouve gratifiée du score flatteur de 15/20 et obtient ainsi la première place, devant la région Grand Est où l'évolution de la consommation moyenne, pour la même période de référence, a été de 252 ha/km² annuels, pour une superficie de 57 441 km² et une population de plus de 5,50 millions d'habitants. Toutefois, prévient l'observatoire, la Corse n'a « pas encore » rejoint l'objectif Zéro artificialisation nette. C'est bien le moins qu'on puisse dire.

En revanche, toujours au chapitre de la biodiversité, la Corse se retrouve dernière sur deux indicateurs: le prélèvement en eau douce, qui a augmenté de 18 % annuels, ce qui constituerait « un record » et vaut à la région un score de 0/20, et l'utilisation des pesticides en hausse « spectaculaire de 82 % en 3 ans » [sur la période 2015-2016 à 2018-2019] ce qui tend à indiquer que les orientations de l'Etat fixant comme objectif une baisse annuelle de 5 %, dans le cadre du plan Ecophyto II + ne sont pas prises en compte et entraîne un 0/20.

Ça se dégrade lorsqu'il est question de santé environnementale, où la Corse pointe à la 11^e place, avec le score peu glorieux de 7/20, en raison à la fois de la hausse sur l'utilisation des pesticides mais aussi de la qualité de l'air: les épisodes de pollution de l'air ont augmenté passant de 9 journées en 2016 à une moyenne de 13 journées entre 2019 et 2021.

Maigre consolation, l'île se classe septième en ce qui concerne

l'agriculture. Mais sa note, dans ce domaine, n'atteint même pas la moyenne. Cette place tient à ses bons résultats en termes de production biologique; à une part des surfaces en conversion supérieure à la plupart des autres régions avec 2,7 % de la superficie agricole utile, ce qui la classe en troisième position, derrière Paca et l'Occitanie, d'une artificialisation des sols jugée modérée au regard des chiffres des autres régions et au fait qu'elle caracole en tête (18/20) pour sa dotation aux jeunes agriculteurs. En revanche, outre l'utilisation des pesticides, d'autres indicateurs contribuent à faire plonger sa note générale dans ce domaine: la consommation d'énergie dans le secteur agricole [hors ENR], qui progresse de 2,2 % par an et l'expédie à l'avant-dernière place avec un score de 2/20, juste devant la Bretagne; et la consommation d'eau qui entre 2018 et 2021 a augmenté chaque année de 7,3 % en moyenne, ce qui vaut à l'île un zéro pointé et une onzième position.

En matière d'énergie, l'île semblait bien partie pour remonter sa moyenne générale. L'observatoire relève en effet que l'évolution de la production d'électricité renouvelable [solaire et bioénergies] y est importante, et lui octroie donc la deuxième place avec une note de 14/20, derrière la Nouvelle-Aquitaine (18/20). La suite n'est malheureusement pas à l'avenant: la consommation d'énergie est en hausse de plus 0,1 % chaque

AUTONOMIE ALIMENTAIRE

Mention « ne peut que mieux faire »

Quelques semaines avant la publication des résultats du baromètre EnviroScore, les résultats d'un autre baromètre, consacré à l'autosuffisance alimentaire des territoires, étaient rendus publics par l'association Conseil national pour la résilience alimentaire. De ce point de vue également, selon les données fournies par le calculateur de résilience alimentaire des territoires métropolitains (CRATER), la Corse n'apparaît pas comme étant dans une situation très favorable. En termes d'adéquation entre production et besoins (quelle est la part des besoins du territoire qui pourrait en théorie être couverte par sa propre production) ? elle obtient un score de 1/10, lorsque les scores en Bretagne varient de 9/10 à 10/10 selon les départements. Le diagnostic varie cela dit quelque peu entre Corse-du-Sud et Haute-Corse. Ainsi, en matière de pratiques agricoles, la première apparaît comme étant plus vertueuse avec un score de 9/10 pour ce qui est de la part des surfaces agricoles labellisées « agriculture biologique » (ou en conversion) dans la surface agricole totale du territoire, tandis que la deuxième obtient « seulement » 7/10. Ce qui, hormis pour Paca qui obtient 9/10 et l'Occitanie qui est à 7/10 est nettement plus enviable que pour la plupart des régions de l'Hexagone. La Bretagne, par exemple, a sur ce point un score de 4/10. En revanche, si la note globale de la région est de 5/10 pour ce qui est de la population agricole (ce qui indique une population agricole en proportion proche de la moyenne nationale, mais en déclin) c'est cette fois la Corse-du-Sud qui fait pencher la balance du mauvais côté avec un score de 4/10 signant une population non seulement en déclin mais en proportion plus faible que la moyenne nationale. Alors que la Haute-Corse est créditée de 6/10, avec une population en déclin, mais en proportion plus élevée que la moyenne métropolitaine.

S'agissant de la politique foncière, la Corse-du-Sud obtient 5/10, avec un rythme -pour une période différente de celle considéré dans l'EnviroScore, puisqu'il s'agit de la période 2011-2016- d'artificialisation pointé comme supérieur à la moyenne française, ce qui nécessiterait d'y voir la politique de préservation des terres agricoles « être très renforcée ». Le score pour la Haute-Corse est légèrement meilleur, 6/10, avec un rythme d'artificialisation plus mesuré et qui s'avère même inférieur à la moyenne française. Certaines intercommunalités s'avèrent par ailleurs plus fragiles que d'autres, c'est le cas, notamment de la Communauté d'agglomération du pays ajaccien : 0/10 en matière d'adéquation entre production et besoins, 3/10 pour la population agricole et 2/10 pour la politique foncière, avec un rythme d'artificialisation largement supérieur à la moyenne française. Le constat est, cela dit, plus accablant encore pour la Communauté d'agglomération de Bastia puisqu'elle obtient 2/10 en termes de population agricole et 0/10 pour sa politique foncière, le rythme d'artificialisation, supérieur à la moyenne nationale, étant cela dit essentiellement imputable à Bastia. Seule intercommunalité à afficher des scores très honorables, la Communauté de communes de l'Oriente : 9/10 pour l'adéquation entre production et besoins, 7/10 pour les pratiques agricoles, 8/10 pour la population agricole et 8/10 pour la politique foncière. ■ PMP

année, « alors qu'il y a urgence à réaliser une baisse annuelle régulière de 1,9 % » d'où une dixième position ; les projets en développement [solaire et éolien] sont qualifiés de « moyens ». Autres points négatifs : une production de chaleur renouvelable en stagnation de 2017 à 2019, aucun projet en développement en la matière n'étant référencé par Enedis, et pas davantage de projet d'énergie renouvelable citoyenne construit avec les habitants. Et, sans surprise, la consommation d'énergie fossile, directement responsable des émissions de gaz à effet de serre, est « très préoccupante » puisqu'elle augmente de 1,1 % chaque année, lorsqu'une baisse de 5,5 % par an est impérative afin de respecter les engagements européens et contribuer ainsi à contenir le changement climatique. Sur cet indice, la Corse obtient 0/20 et pointe finalement à la onzième place du classement général.

En ce qui concerne les performances environnementales en matière de bâtiment, la Corse occupe la cinquième place du classement. Plutôt bien, non ? À ceci près que sa note globale est de 4,9/20. Il est vrai que dans ce domaine, la plupart des régions sont, disons-le, à la ramasse. Toutes se situent en dessous de 7/20 et neuf d'entre elles sont en dessous de 5/20, ce qui tendrait à indiquer que bâtiment serait un « parent pauvre » en tout cas pour ce qui est « de l'action sur la transition écologique ». Parmi les quatre qui sauvent plus ou

moins les meubles, l'Île-de-France, notamment en tête sur les opérations neuves performantes certifiées avec un score de 15/20 ; l'Auvergne-Rhône-Alpes, première avec 12/20 pour les rénovations basse consommation ; le Grand Est en tête sur la consommation d'énergie dans le bâtiment résidentiel ou tertiaire avec 11/20 et les Hauts-de-France en deuxième position sur la construction de bâtiments passifs et la réduction de la consommation d'énergie. Quant à la Corse, elle obtient certes un joli score [15/20, ce qui lui vaut d'être première en la matière et de rehausser sa moyenne globale] s'agissant du nombre d'écoquartiers et d'aménagements durables. Elle obtient par ailleurs 7/20 en ce qui concerne la consommation énergétique des secteurs résidentiel et tertiaire, qui n'a cela dit baissé que de 1,4 % par an, soit deux fois moins que ce qu'il serait nécessaire [-3,7 %], afin de respecter les engagements nationaux et européens. Toutefois, comme beaucoup d'autres régions ont des performances encore plus désastreuses, elle se retrouve en troisième position. Ses autres scores sont nettement moins flatteurs. Quoiqu'en cinquième position [car là encore, il y a pire ailleurs] sur les rénovations basse consommation [qui officiellement devraient être la norme] elle obtient 3/20. Avant-dernière, devant Bourgogne-Franche-Comté, sur les constructions neuves performantes certifiées, qui représentent à peine 2,6 % des [pourtant nombreuses] opérations réalisées,

CLASSEMENT DE LA CORSE PAR RUBRIQUE

	Energie		
	Santé environnementale		
	Biodiversité		
	Transports		
	Agriculture		
	Bâtiment		
	Achats publics responsables		

Source Envirocore

elle affiche 1/20. Enfin, pour ce qui est des constructions passives, c'est encore un gros zéro.

Au chapitre des transports, la région écope d'une dernière place avec une note générale de 3/20, malgré un excellent score [18/20] pour les aires de covoiturage et un autre, très honnête [11/20] pour les bornes de recharge à destination des véhicules électriques qui lui permet ici d'être dans le peloton des six régions les mieux équipées. Elle est par contre desservie par la note attribuée sur l'item «trafic aérien» [mais le moyen de s'en affranchir aisément, pour une île, à fortiori confrontée à des déplacements impératifs pour raison médicale?] et sur la consommation d'énergie fossile dans ce secteur, avec une évolution moyenne annuelle de 2,2 %. Autre point noir, les aménagements cyclables qui augmentent très peu: 4 km annuels pour 100 000 habitants, ce qui vaut à la Corse un score de 3/20. Là encore, s'il est certes possible de faire mieux, se pose encore la question de certaines réalités voire contraintes physiques ou urbanistiques qui auraient peut-être pu être prises en considération. De plus, en ce qui concerne le recours au réseau ferré, les critères retenus le sont sur la base de l'existence de lignes TER ou RER dans la région. Malgré l'existence d'un réseau [qui n'est certes pas comparable mais qui est bel et bien là] et d'une compagnie, les Chemins de fer de la Corse, les items sur le recours au train et les fréquentations des gares ont été ignorés pour la région.

Dernier chapitre, celui des achats responsables: l'article 13 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire impose aux régions de se doter d'un Schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables [Spaser] et de l'appliquer, lorsque le montant total annuel des achats est supérieur à 100 millions d'euros HT. Si sa mise en place par la Collectivité de Corse figure dans un rapport du président du Conseil exécutif de Corse en date de décembre 2019 et relatif à l'économie sociale et solidaire, l'île est, note l'observatoire qui se fonde sur les données provenant des directions achats publics des régions lors des mandats couvrant la période 2016-2020, parmi les cinq régions [avec Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Hauts-de-France et Normandie] qui n'en sont toujours pas dotées. Et se trouve donc sanctionnée d'un 0/20.

L'objectif affiché de l'Observatoire de la transition écologique des territoires est d'informer régulièrement le public sur les engagements pris et les résultats obtenus par les territoires, favorisant ainsi une émulation entre ceux-ci, et d'engager une collaboration avec les élus des régions qui le souhaiteraient pour les accompagner dans la définition précise d'objectifs en lien avec leurs compétences. Si certaines réalités insulaires semblent y avoir été quelque peu laissées de côté, il n'en démontre pas moins qu'en matière de transition écologique, la Corse a encore une belle marge de progression devant elle. ■

EXPOSITIONS

Dans le marbre et l'airain

Le musée national de la Maison Bonaparte consacre une exposition à la mémoire des Bonaparte en Corse au travers de la statuaire. En effet, l'idée d'élever un monument célébrant Napoléon I^{er} a occupé les esprits des élus ajacciens dès la création de l'Empire. Mais ce n'est toutefois qu'à partir du règne de Napoléon III que se met en place un chantier mémoriel destiné à pérenniser le souvenir de la dynastie des Bonaparte dans les lieux mêmes qui ont vu, sinon l'ascension, du moins l'émergence de cette famille corse. Ainsi, dans plusieurs villes de Corse, en commençant par Ajaccio, bien entendu, des monuments à la gloire des Bonaparte -et en tout premier lieu de son plus illustre rejeton- sont érigés sur les places publiques: statues de Napoléon, donc, mais aussi de ses frères, de son oncle, Joseph Fesch, ou encore de membres des familles alliées telles que les Abbattucci ou les Arrighi de Casanova. Mais, explique Odile Bianco, commissaire de l'exposition, «Alors que l'Ancien Régime célébrait essentiellement les monarques, les grands chefs de guerre et les saints désignés par l'Église, le XIX^e siècle honore de nombreux personnages civils. Sous le règne de Louis-Philippe les statues se multiplient, et sous Napoléon III, la statuaire publique prend un nouvel essor.» Et la Corse s'adonne elle aussi à la statuomanie (le mot est d'ailleurs né sous la monarchie de Juillet, initialement pour railler la propension à vouloir ériger partout des statues qui s'est fait jour lors de cette période). «Ces édifices commémoratifs sont indissociables des travaux d'urbanisme qui sont effectués à cette époque-là» note par ailleurs Odile Bianco. Qui a commandité ces statues? Avec quels financements? À quels sculpteurs a-t-on fait appel? Autant de questions auxquelles l'exposition s'emploie à répondre.

Jusqu'au 11 juillet, Maison Bonaparte, Ajaccio. ☎ 04 95 21 43 89 musees-nationaux-malmaison.fr/musee-maisonbonaparte/



MUSIQUE

50 anni di riacquistu di l'organi corsi

En 1970, dans le village de La Porta, Dominique Chailley-Pompei, fils du musicologue Jacques Chailley, fondait l'association Renaissance de l'orgue corse, en compagnie de Félix Quilici et Marien Donsimoni. L'histoire avait cela dit commencé en 1962, lorsque Dominique Chailley-Pompei, avec le concours du facteur d'orgue franco-italien Barthélémy Formentelli, avait entrepris de restaurer le petit orgue de l'église de La Porta, daté de 1780 et signé Benedetto Maracci, qui menaçait ruine. Cette réhabilitation, au plus près de l'état initial, n'était qu'une première et jetait les bases d'une association visant à accompagner la restauration et la reconnaissance des orgues de Corse, en s'assurant pour ce faire le concours de facteurs ou d'organistes. En 2020, Renaissance de l'orgue corse devait célébrer son cinquantenaire, mais le Covid-19 a contraint l'association à reporter les concerts et conférences prévus à cette occasion. Pour cet anniversaire reporté, auquel Dominique Chailley-Pompei, décédé en mai 2020, manquera à l'appel, Renaissance de l'orgue corse a invité quatre organistes et leurs ensembles. Umberto Forni et l'ensemble In cordis e organo (violin, harpe) se produiront du 18 au 22 juin, à Rogliano, Monticello et Corte. Puis ce sera au tour de Sébastien Roué, en compagnie d'une flûtiste et d'une soprano, du 13 au 22 juillet, à Calvi, Cervione, Olmi Cappella, Verdesse, Piedicorti et Piedicroce. Frédéric Rivoal et la soprano Yun Jing Choi seront en concert du 8 au 12 août, à La Porta, Speloncato, Muro et Pioggiola. Zdenka Ostadalova et l'ensemble Praeludium (violons et contre-ténor) leur succéderont, du 15 au 19 septembre, à Santa-Maria-Siché, Corbara, Erbalonga et Ville-di-Petrabugno. Expositions et conférences complètent cette programmation.

Du 18 juin au 19 septembre. ☎ 06 70 86 67 47 & www.isula.corsica/culture/agenda/



Musica hè

Orma Creazione propose un événement musical qui met à l'honneur les musiques celtiques et Antonio Vivaldi. Début des réjouissances à 15 heures, à Ortiporio, où commence une déambulation musicale [spectacle gratuit] avec le groupe Corseltica/Corsica antica [Elena Moncho, violon; Guy Castel, flûtes irlandaises; cornemuse écossaise; Jean-Philippe Mariotti, percussions; Raoul Robecchi, bouzouki irlandais] qui se poursuit à Crucichja [16 heures], Canaghja [17 heures] puis Campile [18 heures]. Puis en soirée, à 20h30, le Trio Elixir [Celia Picciocchi, et Marie-Pierre Malatterre, violons; Anne-Lise Herrera, violoncelle], le contre-ténor Jean-Paul Bonnevalle et l'organiste Elise Lancerotto interprètent Rosso, un spectacle consacré à l'œuvre et au parcours de Vivaldi qui entremêle interprétations d'œuvres profanes ou sacrées du compositeur et récits d'épisodes de la vie du «Prete rosso» ainsi que des descriptions, à la manière d'instantanés, de Venise entre la fin du XVI^e siècle et le milieu du XVII^e siècle [tarif unique 10 €, gratuit pour les moins de 12 ans]. Une invitation à redécouvrir une musique d'une très grande sensibilité, aux multiples facettes: tantôt recueillie, tantôt passionnée, foisonnante et fluide, à l'exubérance maîtrisée et aux élans sincères.

Le 12 juin, à partir de 15 heures Ortiporio, Crucichja, Canaghja et Campile. ☎ 07 72 50 91 26 / 04 95 47 21 69 & www.facebook.com/ORMA-Creazione-117057430156873/



PODCAST SEXISTU

LE PODCAST CORSE QUI QUESTIONNE LE GENRE



Photo Christophe Giudicelli

Début 2021, deux jeunes Ajacciennes, Audrey Royer et Loricé Lautour, ont lancé leur podcast sur les réseaux sociaux et les plateformes de streaming en ligne. Podcast Sexistu questionne sur les questions de genre, le féminisme, l'écriture inclusive ou encore les violences sexistes au sein de la société corse mais également sur un monde en plein questionnement sur le genre.

Audrey Royer et Lorice Lautour se sont rencontrées à l'université de Corte, où elle ont effectué ensemble leurs études en information et communication. À l'issue de leur licence, Lorice a poursuivi ses études avec un master en communication des organisations et Audrey a créé son entreprise de community management. Elles se sont par la suite retrouvées pour travailler en collaboration sur divers projets. Puis, au début de l'année 2021, ces deux jeunes ajacciennes ont décidé de se lancer dans le podcast, autour de la thématique des « questions de genre ». C'est ainsi qu'elle ont lancé Podcast Sexistu, qui est le premier podcast insulaire à traiter des questions de genre. Une émission d'une durée de 1h30, diffusée sur les réseaux sociaux et les plateformes de streaming, qui interroge le genre dans la société corse et même au-delà, avec une approche pluridisciplinaire, au travers notamment de la sociologie et de la linguistique. Initialement, explique Audrey Royer, *« je voulais m'engager dans des associations féministes pour aider à mon échelle, mais cela ne me correspondait pas. Le format du podcast permettait de mêler notre passion pour la communication et notre engagement. Au départ, nous sommes parties seulement sur le féminisme, mais nous avons rapidement élargi, car on s'est dit que cela pouvait nous couper d'une audience potentielle qui est celle des hommes »*. Rapidement, avec peu de matériel, un micro pour conférence et trois intervenants, elles sortent un premier épisode, sur le thème du « sexisme ordinaire ». Depuis, les deux créatrices du Podcast Sexistu, qui se forment sur le tas, ont trouvé un meilleur équipement et enchaînent les émissions; dans la foulée, en mars 2021, elles ont également créé officiellement l'association Podcastu Sexistu.

« Le premier épisode est sorti le 15 janvier 2021. Depuis, huit épisodes ont été enregistrés et diffusés; le neuvième sortira en juin, et portera sur différents thèmes comme le sexisme ordinaire, les étudiants, les violences sexistes et sexuelles... » explique Audrey Royer. *« Nous interrogeons des personnes issues de tous horizons, comme des professeurs, des maîtres de conférences, des représentants d'associations, des chefs d'entreprises et même des personnes lambda qui ont été engagées à un moment donné, comme les filles du mouvement I Was Corsica, ou encore un père de famille pour nous parler de l'allongement du congé paternité. L'objectif est de parler du genre »* poursuit Lorice Lautour. Il est aussi, précise Audrey Royer, de *« créer un espace de dialogue qui manquait peut-être en Corse, pour déconstruire les prérequis afin d'ouvrir le débat, notamment sur les questions de la perception du genre en Corse. On voit que le débat est présent, il n'est pas mal reçu, les gens ne sont pas ignorants. Toutes ces notions sont dans l'esprit des gens, mais le fait d'aller plus loin et de se poser plus de questions n'est pas encore présent à l'échelle locale. C'est un débat qui concerne surtout les jeunes. Notre audience est surtout concentrée chez les moins de 35 ans. »* Si le but recherché est d'ouvrir un débat et de permettre d'en apprendre plus sur les questions de genre, l'objectif est également de : *« défendre les droits de tout le monde, les femmes, les LGBTQI+ et les hommes dans leur déconstruction. On ne veut exclure personne. »*

Afin d'aborder la question, les créatrices du podcast privilégient donc deux angles. Le sociétal, afin d'aborder les mécanismes de fonctionnement du « microcosme » de la société insulaire, mais également celui de la linguistique. Ainsi, indique Lorice

Lautour, *« l'égalité des genres passe par la langue, il s'agit de notre support de communication d'éducation, tout passe par là »*. Elles passent donc au peigne fin des aspects tels que l'histoire, bien évidemment, mais aussi la grammaire et le langage genré, ce qu'elles définissent comme *« le sexisme ordinaire dans la langue »*, avec la règle du masculin qui l'emporte sur le féminin ou encore *« certains mots et expressions qui sont politiquement incorrects, le signifié et le signifiant mais aussi l'écriture inclusive. On évoque la nouvelle grammaire, les néologismes, comme remplacer pédophile par pédocriminel. Nous ne pouvons pas changer les choses si la langue est genrée. »* Pour aller plus loin *« au service d'une langue non sexiste »*, Podcast Sexistu propose par ailleurs d'analyser et comparer plusieurs langues. Ainsi par exemple, *« au Canada, une linguiste que nous avons invitée, nous a expliqué qu'on demandait aux personnes comment on les qualifie: il, elle ou neutre »*. Le propos de Lorice Lautour et Audrey Royer est également de promouvoir *« une société plus égalitaire »* ce qui passe notamment par une réflexion *« sur la place de l'homme et de la femme dans la société d'antan et d'aujourd'hui »* comme sur une analyse du quotidien et de la société actuellement, sur des questions aussi diverses que les noms des rues, les statistiques ou encore le marketing genré...

Podcast sexistu aborde également un autre débat, celui de la déconstruction du genre. Probablement encore plus difficile que celui qui touche à la langue, car ce dernier s'attaque à la construction sociale des hommes et des femmes et à ce à quoi ils doivent ou sont censés ressembler selon les codes et les attentes de la société et les impératifs de genre. *« Une fille doit être douce, dévouée aux autres, cantonnée à des métiers dans le domaine du social ou encore les sciences humaines. Pour les hommes, c'est la virilité, la force qui prime, pas d'émotions. En ce qui concerne les métiers, il s'agit de professions difficiles ou très intellectuelles comme médecins ou chercheurs. Tout ça nous influence au quotidien »* Pour les auteures de Podcast Sexistu, *« en déconstruisant tout ça, on se rend compte que cela ne nous correspond pas. Un homme peut être très dévoué aux autres. Dans l'inconscient collectif, ce n'est pas acquis »*. Et, ajoute Audrey Royer, *« Il y a beaucoup de déconstruction à faire, sur ce qui aujourd'hui nous semble normal, sur la langue ou encore le couple. »*

En plus de débattre sur ces questions en compagnie d'invités, les deux amies veulent aller encore plus loin avec leur association. La vocation de Podcast Sexistu étant d'être un outil *« informatif et éducatif »*, elles souhaitent en effet qu'il puisse permettre *« à l'enseignement d'avoir des supports multimédias sur lesquels s'appuyer pour débattre et lancer la réflexion dès le plus jeune âge »*. Des podcasts à destination des plus jeunes, sous des formats plus courts pour les collégiens et lycéens, sont en préparation. L'objectif à terme est que l'association puisse intervenir dans les écoles pour des opérations de sensibilisation et d'éducation via les actions sur l'égalité hommes-femmes de l'Éducation nationale. Audrey et Lorice expliquent *« ne pas se mettre de frein, tout en essayant de diversifier leurs actions »*. Dernière en date, la mise en place d'une campagne de financement participatif sur la plateforme Move.Corsica (<https://www.move.corsica/fr/podcastu-sexistu>) afin d'acquérir du matériel pour améliorer Podcast Sexistu. ■

Christophe GIUDICELLI

CARNETS DE BORD

LA PANNE, LE POULS DE LA FRANCE ET FEDERER

par Béatrice HOUCHARD

Aucun service

Le temps d'une soirée et d'une nuit, le 2 juin, la panne inédite des numéros de services d'urgence nous a offert deux démonstrations contradictoires: celle de notre fragilité et celle de notre confort. Pendant quelques heures, il n'y a pas eu moyen, dans quasiment toute la France, de joindre le 15, le 17 ou le 18 pour appeler le Samu, la police ou les pompiers. Ni le numéro européen 112. Tous ces numéros qui reçoivent chaque jour environ 150 000 appels. En cause, un «incident technique» de la part de l'opérateur Orange.

Aussitôt, avec une réactivité parfaite, les préfetures ont transmis via les réseaux sociaux et la presse régionale, de *La Voix du Nord* à *Corse-Matin*, la très longue liste des numéros à dix chiffres utilisables dans chaque département: un pour les urgences médicales, un pour la police, un pour les pompiers. Heureusement, on n'était pas au plus fort de la pandémie de Covid-19, quand le 15 n'arrivait déjà pas à faire face.

D'un coup, un pays tout entier s'est senti perdu et menacé de non-assistance à peuple en danger. On a échangé en famille ou entre amis les numéros à connaître, scruté Twitter et allumé les chaînes d'info en continu. Deux ministres sont revenus d'urgence d'un voyage officiel en Tunisie. Le lendemain matin, alors que la situation était redevenue normale, le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, a qualifié les faits de «dysfonctionnements graves et inacceptables», et convoqué au ministère le P.-D.G. d'Orange, Stéphane Richard, l'État détenant encore 23 % du capital de l'entreprise. Le patron d'Orange a présenté des excuses et tenté de donner des explications que seule une enquête (dont les résultats sont annoncés pour le 11 juin) apportera: ce n'était pas une cyberattaque, ni une opération de maintenance malheureuse, mais probablement la «défaillance logicielle» d'un système très complexe. Voilà pour notre fragilité collective et individuelle.

Mais il y a aussi le confort de la France du XXI^e siècle. Les «centres 15», après quelques expérimentations, n'ont été généralisés qu'en 1979, à une époque où il n'était pas si simple d'avoir le téléphone. Avant, on appelait une ambulance ou le médecin généraliste. Dans *Vincent, François, Paul et les autres* (film de Claude Sautet en 1974)

on voit ainsi Yves Montand, victime d'un malaise cardiaque, se rendre chez son ami médecin, interprété par Michel Piccoli, avant d'être hospitalisé.

Il ne s'agit évidemment pas de regretter cette époque (non, décidément, ça n'était pas mieux avant!) mais de constater quelle chance est aujourd'hui la nôtre: que de temps gagné, que de vies sauvées ou prolongées! Que de complications ou séquelles évitées! D'autres enquêtes, menées par la justice, devront dire si la panne du 2 juin a entraîné des morts de personnes qui auraient pu en temps normal être sauvées. Dans trois cas (Morbihan, Vendée et île de la Réunion), il semble que ce soit le cas. Là, il sera difficile d'expliquer aux familles que le risque zéro n'existe pas.

LE BÂTON DE PÈLERIN

Les «EDL» (éléments de langage, dans le dictionnaire techno) sont en pleine forme et les médias les reprennent souvent avec complaisance. On n'est jamais obligé de répéter ou de retranscrire ce qui a été dicté par une autorité, quelle qu'elle soit. Prenez Emmanuel Macron: il paraît qu'il a commencé un «Tour de France» (le vrai, à vélo, partira le 26 juin de Brest) pour «prendre le pouls des Français» après avoir «repris son bâton de pèlerin».

Toutes ces expressions ont déjà beaucoup servi. Il me semble les avoir utilisées moi-même pendant les mandats présidentiels de François Mitterrand, de Jacques Chirac et de Nicolas Sarkozy.

Emmanuel Macron, sur ce chapitre, ne fait pas preuve d'une grande originalité: il va visiter pendant quelques heures une dizaine de villes ou de villages (ce qui ne fait pas beaucoup d'étapes pour un grand Tour), serrer des mains, «échanger» [autre mot techno pour dire «parler»] avec quelques dizaines de personnes le plus souvent choisies par le maire de la commune, comme ce fut le cas avec un groupe de retraités dans le Lot. Mardi, c'était au tour de la Drôme où un abruti s'est cru malin en giflant le président.

Du 5 au 11 novembre 2018, Emmanuel Macron s'était déjà lancé sur les routes de l'est et du nord de la France, pour un exercice d'«itinérance mémorielle» empruntant les routes de la Première Guerre mondiale: Moselle, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Marne, Ardennes



En tournée!

et Hauts-de-France. Mais ce qui devait être un voyage consensuel en mémoire des morts de la «grande guerre» se transforma vite en des rencontres avec des Français qui préféraient parler de leur colère, du montant de leur feuille de paie ou du prix du carburant. Il s'agissait alors, selon l'Élysée [toujours les «EDL»] de «*briser la vitre qui sépare traditionnellement le Président du pays*». Ce furent les prémices d'un phénomène qui commença dès le 17 novembre: celui des Gilets jaunes. L'opération de com' avait été balayée par la réalité.

Pour un Président de la République, c'est mission impossible: s'il reste dans son bureau, à Paris, on l'accuse de s'isoler, de vivre dans une bulle et de perdre le contact avec les Français. Mais, quand il se rend sur le terrain, c'est avec tant de services de sécurité et de barrières réelles ou virtuelles, qu'on doute de l'intérêt de l'exercice. Certains avaient essayé l'originalité: le général de Gaulle passait plusieurs jours dans un département et dormait à la préfecture (où il fallait à chaque fois prévoir un lit plus long que la moyenne pour s'adapter à la grande taille du visiteur...) et avait un avantage sur tous ses successeurs: qu'ils l'aiment ou non, qu'ils aient ou non voté pour lui, les Français qui se massaient sur son passage venaient voir en vrai une silhouette déjà imprimée dans les livres d'Histoire. Plus tard, Valéry Giscard d'Estaing a tenté le dîner chez des Français que l'on disait alors «moyens». Sans doute était-il sincère. Mais tout le monde s'est moqué et il a renoncé.

Les présidents se suivront et se ressembleront donc en prenant leur bâton de pèlerin pour tâter le pouls des Français. Ou au moins en donner l'impression. On a presque envie de dire que, s'ils sont au niveau de leur fonction, ils n'ont pas besoin de ça pour comprendre les préoccupations des habitants et les intérêts de la France. Mais peut-être est-ce une illusion. Ou une tentative pour croire encore aux vertus de la politique.

LA PERFECTION

Rarement sportif aura suscité autant d'unanimité, de ferveur, de respect, d'admiration, d'amour même. Quand Roger Federer, le 6 juin, abandonne à Roland-Garros, on lui trouve toutes les cir-

constances atténuantes du monde. Tout juste a-t-on entendu, sur Europe 1, que ce forfait avant les huitièmes de finale «*n'illustre pas la classe absolue dont Roger Federer s'est fait l'incarnation pendant tant d'années*». Tout juste a-t-on lu dans l'*Équipe* qu'il y avait là un «*léger manque de respect*» du joueur suisse pour l'un des plus grands tournois du circuit.

On lui pardonne car on l'aime, un peu partout sur la planète. Est-ce parce qu'il vient d'un pays neutre qu'il semble toujours jouer sur ses terres? Dans chaque pays, dans chaque ville, il semble être le régional du tournoi. Il est devenu le meilleur ambassadeur que la Suisse ait connu depuis Guillaume Tell, en même temps que le fils, le mari, le frère, l'ami idéal.

Roger Federer a tout pour lui, et pas seulement un somptueux palmarès avec 103 titres dont 8 Wimbledon, 6 Open d'Australie, 5 US Open, un Roland Garros et une Coupe Davis. Dans *Agir et penser comme Roger Federer* (éditions L'Opportun), Mathieu Aeschmann nous dit que le champion est «*authentique, généreux, confiant, blagueur, sensible, curieux, passionné, rigoureux, volontaire, stratège*». Dans *Federer, un mythe contemporain* (Solar éditions), Charles Haroche et Frédéric Vallois en appellent au sacré, à la mythologie, à la beauté, à l'universalité et convoquent Ulysse et Sisyphe pour expliquer le phénomène.

Federer est un modèle. On le compare à Nelson Mandela. Grâce à lui, ses sponsors touchent toutes les couches de la société, d'Uniqlo où les tee-shirts coûtent trois sous à Rolex, dont les montres sont trop chères pour le commun des tennismen du dimanche.

«*Star globale*», «*homme de la mondialisation*», Roger Federer est devenu un sportif qui défie le temps. À près de 40 ans (qu'il aura le 8 août), il est toujours au niveau des meilleurs. Les autres auront beau battre ses records et gagner encore quand lui-même aura décidé de ranger sa raquette, il restera dans l'histoire du sport comme beaucoup plus qu'un immense tennisman. Dans une époque de zapping, Federer est un sportif qui dure et les responsables politiques le regardent sûrement avec un peu de jalousie. Allez, osons le mot: Roger Federer donne une idée de ce que doit être la perfection. Et ce n'est pas un petit forfait qui changera cette image. ■



SOLUTION EAU CHAUDE

Bénéficiez de nos Primes

CHAUFFE-EAU SOLAIRE
jusqu'à **2 000€**

CHAUFFE-EAU THERMODYNAMIQUE
jusqu'à **1 800€**

FAITES CONFIANCE AUX ENTREPRISES PARTENAIRES AGIR PLUS

Calculez votre Prime économies d'énergie sur corse.edf.fr/agirplus/ et demandez vos devis à des entreprises Agir Plus labellisées RGE.



RETROUVEZ TOUTES
NOS SOLUTIONS AGIR PLUS SUR :
corse.edf.fr/agirplus/

L'énergie est notre avenir, économisons-la ! - L'energia hè u nostru avvene, tenimula à contu.

Programme en faveur de la maîtrise de la demande en énergie piloté par le Comité MDE de Corse et financé par l'Etat.